

Point de vue

Election américaine : trois leçons, par Zaki Laidi

LE MONDE | 12.11.08 | 13h52 • Mis à jour le 12.11.08 | 13h52

Il est probable que l'élection de Barack Obama n'aura pas d'effet direct sur la réalité française. Ceux qui seraient tentés de le croire gagneraient à méditer le fâcheux précédent de 1998, celui au cours duquel beaucoup crurent déceler dans les prouesses de Zidane un substitut ludique aux politiques d'intégration. Pourtant, si l'élection d'Obama ne modifiera pas la donne française, elle n'en demeure pas moins porteuse de plusieurs enseignements.

En premier lieu, le désenchantement démocratique que l'on dit inéluctable et que l'on associe au déclin de la démocratie représentative n'est pas irréversible. Le fait que le taux de participation ait renoué avec des niveaux datant de près d'un siècle confirme bien que si la démocratie représentative ne saurait résumer toute la démocratie, elle en constitue toujours la clé de voûte. Sans démocratie représentative, les autres formes de démocratie n'ont guère de chance de s'épanouir.

Admettons donc une fois pour toutes que, si les électeurs se déplacent peu, c'est moins parce que la démocratie représentative ne correspondrait plus aux exigences du temps que parce que l'offre démocratique est incapable de répondre aux demandes des citoyens.

Le second enseignement de cette élection concerne la place des structures de partis dans la mobilisation des électeurs. Il n'est pas exact de croire que les structures partisanes traditionnelles n'ont plus de raison d'être dans le système politique moderne. En revanche, cette élection confirme que l'opposition toujours faite par certains à gauche entre les partis de militants supposés authentiques et les partis de supporters réputés plus opportunistes et inconsistants n'est que la survivance d'un mode de pensée obsolète.

Pour deux raisons. D'une part, les militants traditionnels se distinguent de moins en moins des sympathisants tant dans leur attitude sociale que dans leur comportement politique. D'autre part, les prétendus supporters qu'on appelle d'ailleurs "volontaires" aux Etats-Unis ont une capacité à agir considérable dès lors que leurs engagements se trouvent intégrés à une stratégie pensée, maîtrisée et organisée à partir de techniques qui ne rougissent pas d'ailleurs d'être empruntées au marketing. Certains objecteront que cette évolution dévoie le rôle des partis politiques qui ne seraient pas des machines, mais des lieux de production d'idées et de débats. Mais qui peut penser que c'est encore le cas en France ?

Pour cette raison, la généralisation du phénomène des primaires paraît inéluctable, car la séparation entre militants et sympathisants n'a plus de raison d'être. Au sein du Parti socialiste, par exemple,

l'appartenance partisane formelle n'a en réalité de sens que pour ceux qui sont élus ou qui aspirent à l'être. Elle n'est plus révélatrice d'une volonté d'engagement et encore moins une forme d'avant-gardisme politique. Comme aux Etats-Unis, la revitalisation de la vie politique passera donc par la généralisation des primaires ouvertes aux adhérents et aux sympathisants pour l'ensemble des responsabilités électives à pourvoir.

On peut même imaginer un système où la notion même d'adhérent disparaîtra au profit d'une logique de simple enregistrement comme partisan d'une force politique. Certes, les opposants à cette évolution sont très nombreux et ne manqueront pas d'invoquer les périls d'une américanisation de la vie politique française. Mais ces objections ne tiendront pas longtemps. D'une part, parce que même aux Etats-Unis le pouvoir prescripteur des appareils des partis s'est affaibli au cours des dernières décennies. La carrière de M. Obama en témoigne de manière éloquente. D'autre part, parce que, comme on l'a dit, l'écart qui existait précédemment sur le plan sociologique et culturel entre les militants et sympathisants est désormais très faible.

Les militants sont moins extérieurs à la société, de plus en plus imprégnés par ses débats propres et de ce fait de plus en plus rétifs aux réflexes de partis. Naturellement, si cette évolution venait à se confirmer, elle atténuerait le pouvoir des barons locaux qui ont tout intérêt à contrôler les militants pour mieux les affermer. Mais l'évolution paraît de ce point de vue-là inéluctable. Et c'est d'ailleurs sur cette évolution de fond que Ségolène Royal construit à la fois sa stratégie et son identité. Le fait que ses adversaires internes aient veillé à la forcer à revenir au jeu partisan classique dans l'intention manifeste de l'évincer confirme l'importance de cet enjeu. D'un côté, ceux qui veulent s'appuyer sur un parti pour aller ensuite vers la société. De l'autre, ceux qui aspirent à capter les attentes de la société et les faire incarner non plus par un parti, mais par une personne.

Reste une troisième leçon. Elle concerne le rapport difficile que la société française entretient avec la question de la diversité. Dans ce domaine, le retard français est accablant. La diversité continue à être fondée sur une logique d'octroi. Elle est un privilège régalien que Nicolas Sarkozy a mis en place avec beaucoup d'adresse même si les résultats se sont révélés pour le moins mitigés. Or il faut admettre que, dans la France actuelle, il est encore impossible de faire élire un candidat issu de la diversité à la faveur d'un scrutin uninominal.

Cela a sans doute à voir avec la qualité des candidats ou avec leur manque d'expérience. Mais le fait est là. Le Parlement français est le plus blanc de toute l'Europe occidentale, alors qu'il procède de la plus grande révolution émancipatrice que le monde ait connue. Il est probable que seule l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections permettrait de mettre un terme à cette exception française. Là encore l'élection de Barack Obama doit nous aider à réfléchir.

Zaki Laidi est directeur de recherche à Sciences Po.

Article paru dans l'édition du 13.11.08